

Lettre du lundi 19 avril 2021

L'EDITO

Les inquiétudes demeurent sur l'avenir du transport aérien ultramarin.

Ce jeudi 15 avril, la Guadeloupe a accueilli le premier airbus A330 *neo* de la compagnie CORSAIR, avion de nouvelle génération moins bruyant et moins polluant.

Mais derrière cette belle image, après plus d'une année de crise, le secteur, très lourdement endetté, continue de s'enfoncer en l'absence de visibilité sur les conditions d'une « reprise » sans cesse décalée à une date inconnue et les incertitudes sur l'effectivité du soutien financier de l'Etat attendu par certaines compagnies ultramarines majeures en grandes difficultés.

Or, la saison d'été approche et sachant qu'il faut en moyenne environ deux mois aux touristes pour se « positionner », et que les congés bonifiés ne figurent toujours pas dans la liste des motifs autorisant les déplacements, beaucoup redoutent la saison noire de trop.

Plus grave encore, derrière la menace qui pèse sur l'équilibre du secteur aérien outre-mer, c'est bien l'ensemble du développement économique et social de nos territoires qui pourrait en être affecté à terme.

Depuis Paris, on oublie trop souvent que certaines lignes comme Pointe-à-Pitre / Fort-de-France enregistrent les flux les plus importants du bassin caribéen avec près de 600 000 passagers transportés par an. Outre-mer ces « ponts aériens inter-îles » permettent à de nombreuses entreprises et à leurs salariés de conclure des affaires, d'assurer un rendez-vous, de résoudre une difficulté dans une même journée. Ces « ponts » génèrent des activités économiques très fortes et essentielles.

Depuis Paris, on néglige parfois le rôle essentiel du transport aérien pour assurer la continuité territoriale dans un archipel comme la Guadeloupe et ses îles ou encore en Polynésie Française, grande comme l'Europe, ou pour les territoires les plus enclavés, comme Wallis et Futuna ou Saint-Pierre et Miquelon.

Ce n'est pas pour rien que le gouvernement de Nouvelle-Calédonie détient 99% du capital d'Aircalin ; que celui de Polynésie Française possède près de 85 % du capital d'Air Tahiti Nui ou encore qu'à La Réunion, la Région et le Département détiennent près de 87% du capital de la compagnie Air Austral.

Enfin et surtout, le transport aérien ultramarin, dans sa diversité, constitue l'élément essentiel pour le développement du tourisme.

Dans un tel contexte, au-delà des paroles qui se veulent rassurantes comme celles de Bruno le Maire la semaine dernière en réponse aux sénateurs Teva Rohfritsch et Jean-Louis Lagourgue concernant le soutien annoncé aux compagnies Air Tahiti Nui et Air Austral, il y a les actes.

Les actes qui doivent permettre de garantir très vite et en toute équité le soutien financier effectif et indispensable au maintien de ces opérateurs essentiels au développement économique de leur territoire.

Les actes qui doivent dès à présent conduire à définir les conditions précises permettant la réouverture du ciel dès le mois de mai et d'envisager la reprise du tourisme cet été vers les territoires ultramarins, ainsi que l'on rappelé les acteurs du tourisme réunionnais dans leur courrier adressé le 12 avril à Sébastien Lecornu.

Les actes en faveur de l'accélération Outre-mer des campagnes de vaccination. Car à date, il apparaît clairement dans les dernières données disponibles de Santé Publique France que les Outre-mer connaissent toujours un sévère retard dans la campagne de vaccination par rapport à l'Hexagone !

Les actes car aujourd'hui c'est bien l'ensemble du développement économique et social outre-mer qui est menacé !

FLASH SPECIAL

Empreinte environnementale : l'ADEME dispose de fonds pour aider les entreprises

Dans le cadre du plan de relance, les PME et TPE vont pouvoir bénéficier d'aides supplémentaires, quelle que soit leur activité, à partir du moment où elles ont des projets pour réduire leur empreinte environnementale.

<https://www.interentreprises.com/empreinte-environnementale-lademe-dispose-de-fonds-pour-aider-les-entreprises/>

Commentaire FEDOM : Rappelons que dans le cadre du Plan de Relance de l'économie, l'ADEME s'est vu confier par le gouvernement une enveloppe importante dont nous souhaitons tous qu'elle bénéficie au plus grand nombre d'entreprises ultramarines. Pour cela, l'ADEME a noué un partenariat opérationnel avec Bpifrance qui distribue en synergie des prêts « verts », des solutions d'accompagnement et des interventions en Fonds Propres.

*Nous vous remercions donc de bien vouloir prendre les très courtes minutes nécessaires pour répondre **aux 10 brèves questions** via le lien ci-après : <https://cvip.sphinxonline.net/v4/s/ouiq7k>*

Pour faciliter la reprise, Bercy met en place de nouvelles mesures de simplification

Afin de mettre toutes les chances du côté de la reprise économique, le gouvernement annonce de nouvelles mesures censées simplifier davantage les démarches administratives des entreprises. L'aide à la numérisation des TPE est également prolongée et élargie à l'ensemble des entreprises de moins de 11 salariés, tous secteurs d'activité confondus.

https://www.batiactu.com/edito/faciliter-reprise-bercy-met-place-nouvelles-mesures-61637.php?MD5email=bd722f7df73b541a25935210ca505c8e&utm_source=news_actu&utm_medium=edito&utm_content=article

Plan de relance : les aides exceptionnelles pour l'embauche des jeunes

Dans le cadre du Plan de Relance de l'économie, de nouvelles aides sont entrées en vigueur pour favoriser l'embauche des jeunes en CDI, CDD ou en contrat d'apprentissage. Comment en bénéficier ? Pour quels montants ?

[https://www.economie.gouv.fr/entreprises/aide-embauche-jeune-plan-de-relance?xtor=ES-29-\[BIE_256_20210415\]-20210415-\[https://www.economie.gouv.fr/entreprises/aide-embauche-jeune-plan-de-relance\]](https://www.economie.gouv.fr/entreprises/aide-embauche-jeune-plan-de-relance?xtor=ES-29-[BIE_256_20210415]-20210415-[https://www.economie.gouv.fr/entreprises/aide-embauche-jeune-plan-de-relance])

DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

Le ministère des Outre-mer et Action Logement renforcent leur action pour soutenir la construction et l'accès au logement dans tous les départements et régions d'Outre-mer

Sébastien Lecornu, ministre des outre-mer, Bruno Arcadipane et Philippe Lengrand, respectivement président et vice-président d'Action Logement se sont rencontrés le 12 avril à l'hôtel de Montmorin afin d'échanger sur la contribution d'Action Logement à la mise en œuvre de la politique logement portée par le ministère des outre-mer.

<https://outre-mer.gouv.fr/le-ministere-des-outre-mer-et-action-logement-renforcent-leur-action-pour-soutenir-la-construction>

Reprise économique, nucléaire et mesures sanitaires au programme de Sébastien LECORNU en

Polynésie française

C'est sur une période de dix jours que Sébastien Lecornu, ministre des Outre-mer, sera en Polynésie française, dès la réouverture des frontières, au 1er mai.

https://actu.fr/politique/reprise-economique-nucleaire-et-mesures-sanitaires-au-programme-de-sebastien-lecornu_41034809.html

Le programme de stabilité français se veut rassurant pour Bruxelles

Présenté au Conseil des ministres du 14 avril, il doit être transmis à la fin du mois à la Commission européenne. Il couvre la période la période 2021 – 2027. Bercy prévoit un déficit public de 9 % du PIB en 2021 et de 5,3 % en 2022. En 2027, le solde public reviendrait dans les clous (- 2,8 %), tandis que la croissance annuelle s'établirait à 1,4 % de 2025 à 2027. « L'action requise ne passera pas par des hausses d'impôt.

La situation nécessite de soutenir la croissance potentielle, notamment par le plan de relance, et de maîtriser l'évolution des dépenses publiques, en contenant leur progression à + 0,7 % par an en volume entre 2022 et 2027 ». Pour convaincre Bruxelles, le gouvernement confirme « la poursuite des réformes structurelles favorables à l'activité ». Si le projet de réforme vers un système universel des retraites a été suspendu en mars 2020, le diagnostic demeure : système actuel « trop fragmenté et porteur d'inégalités » et soutenabilité financière « pas assurée avec les paramètres actuels ». « La concertation avec les partenaires sociaux sur ce dossier devra reprendre lorsque les conditions sanitaires et économiques le permettront », note le document.

De même, si l'application des contrats de Cahors pour maîtriser la dépense locale a été suspendue avant le terme de 2021, « il conviendra de déterminer les voies et moyens permettant de poursuivre cette approche partenariale » avec les collectivités, prévient le gouvernement. Enfin, ce dernier promet « une meilleure gouvernance de nos finances publiques », avec, entre autres, le renforcement du pilotage pluriannuel et la mise en place d'une règle en dépense.

Source : Contexte

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

Loi Climat et Résilience

Les députés font un grand pas vers la réforme du code minier

L'Assemblée nationale a adopté le 9 avril les articles du projet de loi climat qui réforment le code minier. La majorité a accepté d'intégrer des dispositions plus protectrices sans attendre les ordonnances.

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/code-minier-reforme-projet-loi-climat-resilience-vote-deputes-37345.php4#xtor=ES-6>

Rénovation performante, globale ou complète, les députés affinent les définitions

Lors de l'examen du projet de loi climat, les députés ont précisé la définition d'une rénovation performante et globale qui traite des six postes clefs de travaux. Ils ont aussi défini la rénovation complète qui, pour le rapporteur, sème la confusion.

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/projet-loi-climat-definition-renovation-performante-globale-complexe-logements-assemblee-37362.php4#xtor=ES-6>

Les députés votent l'interdiction à la location des logements les plus énergivores

Les députés ont voté à l'unanimité l'interdiction de mise en location des logements « passoires thermiques » en 2028 via l'article 42. Une appellation qui concerne « un logement sur six », a rappelé la ministre de la Transition écologique

Barbara POMPILI, soit « 4,8 millions de logements dans lesquels des ménages ont trop chaud l'été t trop froid l'hiver ».

<http://pvprosla5.pressviewpro.com/fr/pvPageH5B.asp?puc=005355&nu=12081&pa=1#16>

Artificialisation des sols : vote de l'article 49

Cet article rend opérationnelle la lutte contre l'artificialisation des sols, en l'intégrant aux documents de planification régionale, pour le décliner dans les documents intrarégionaux de type SCoT (schéma de cohérence territoriale) ou PLU (plan local d'urbanisme).

Un amendement a été adopté qui subordonne l'ouverture à l'urbanisation d'un secteur nouveau par le biais du SCoT à une justification fondée sur une étude de diversification. L'objectif est de « vérifier l'impossibilité de répondre aux besoins dans les espaces déjà urbanisés et à urbaniser ».

<http://pvprosla5.pressviewpro.com/fr/pvPageH5B.asp?puc=005355&nu=12083&pa=1#12>

Le Sénat passe la stratégie portuaire à sa moulinette

Rien sur la gouvernance, pilotage inabouti, trajectoire financière en-deça des enjeux, plusieurs aspects sociaux non pris en compte... Le rapport d'évaluation de la stratégie nationale portuaire (SNP) publié par le Sénat est critique.

https://lemarin.ouest-france.fr/secteurs-activites/shipping/38801-le-senat-passe-la-strategie-portuaire-sa-moulinette?utm_source=neolane_fid&utm_medium=email&utm_campaign=lemarin_nl_quotidienne

« La loi MOLAC est une pierre importante de l'édifice du droit des langues régionales » : un décryptage de Véronique BERTILE

Le 8 avril dernier, l'Assemblée nationale a adopté, en deuxième lecture, la proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion. Présentée comme historique, l'adoption de cette proposition de loi tient beaucoup à la ténacité de son auteur, le député du Morbihan Paul Molac, président du groupe d'études Langues et cultures régionales à l'Assemblée nationale, qui avait dans la précédente mandature porté une proposition de loi constitutionnelle tendant à ratifier la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et une proposition de loi relative à l'enseignement immersif des langues régionales et à leur promotion dans l'espace public et audiovisuel.

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/expertise-la-loi-molac-est-une-pierre-importante-de-ledifice-du-droit-des-langues-regionales-decrit-veronique-bertile>

Commission d'enquête sur la lutte contre l'orpaillage clandestin : audition du directeur adjoint des affaires criminelles et des grâces

Olivier Caracotch, directeur-adjoint des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice, a été auditionné mercredi 14 avril par la commission d'enquête parlementaire sur la lutte contre l'orpaillage illégal en Guyane.

<http://www.fxgpariscaraibe.com/2021/04/commission-d-enquete-sur-la-lutte-contre-l-orpaillage-clandestin-audition-du-directeur-addjoint-des-affaires-criminelles-et-des-grac>

DU CÔTÉ DES TERRITOIRES

Ports d'outre-mer : de nouveaux projets d'investissements malgré un bilan 2020 en demi-teinte

Le site Ports et Corridors, consacré à l'actualité de la logistique portuaire, vient de publier son bilan 2020 des ports de l'Hexagone et des Outre-mer. L'étude comprend une analyse des trafics par filières, et détaille les principaux projets d'investissements pour 2021.

<https://portsetcorridors.com/wp-content/uploads/2021/04/Hors%20Serie%20Ports%202020.pdf>

Pacifique : les océaniens résistent mieux aux virus

Selon une étude d'une équipe internationale de généticiens, les océaniens résistent mieux aux virus de maladies infectieuses. Le résultat de cette étude a été publiée cette semaine dans la revue "Nature".

<https://la1ere.francetvinfo.fr/wallisfutuna/pacifique-les-oceaniens-resistent-mieux-aux-virus-985189.html>

Conjoncture Outre-mer 2020 et perspectives 2021 : après le choc de la covid

Pour l'ensemble des Outre-mer, l'impact de la crise sanitaire sur l'activité 2020 est finalement plus limité que celui anticipé en cours d'année dernière. Ainsi, passé le choc économique du premier confinement, les économies ultramarines ont montré une résilience plus forte qu'attendue. Celle-ci est d'abord due à l'ampleur du dispositif d'accompagnement mis en place par l'Etat, les collectivités, les banques et dans le Pacifique, l'IEOM. Paradoxalement, cette résilience trouve également son origine dans les faiblesses structurelles des Outre-Mer qui ont amorti le choc conjoncturel.

https://www.iedom.fr/IMG/pdf/ce_conjoncture_outre-mer_2020_vf-csc.pdf

MAYOTTE

Devenez les cadres de demain à Mayotte !

Le dispositif Cadres d'avenir pour Mayotte recrute sa promotion 2021-2022.

<https://www.linokwezi.fr/devenez-les-cadres-de-demain-a-mayotte/>

Dix ans de départementalisation : le courrier constructif du maire de Dembéné à S. LECORNU

S'il fallait résumer en un mot le courrier adressé par Moudjibou Saidi au ministre des Outre-mer dans le cadre des 10 ans de la départementalisation, ce serait « constructif ». Un petit précis de bonne volonté pour obtenir des avancées. La justice et l'éducation en font partie.

https://lejournaldemayotte.yt/2021/04/12/dix-ans-de-departementalisation-le-courrier-constructif-du-maire-de-dembeni-a-s-lecornu/?doing_wp_cron=1618208212.4557299613952636718750

Un nouveau baromètre de la lutte contre l'immigration clandestine et l'habitat illégal

Le second baromètre mensuel et trimestriel de la lutte contre l'immigration clandestine et l'habitat illégal a été publié en fin de semaine dernière. Il en ressort des chiffres très encourageants qui semblent montrer que les moyens déployés par l'Etat portent leurs fruits. Néanmoins, tout cela reste à confirmer, alors que la crise sanitaire n'est pas terminée. Un article de notre partenaire France Mayotte Matin.

<https://outremers360.com/bassin-indien-appli/mayotte-un-nouveau-barometre-de-la-lutte-contre-limmigration-clandestine-et-de-la-lutte-contre-lhabitat-illegal>

La hausse de la dotation globale de fonctionnement place Mayotte en tête des collectivités françaises

A la hausse mécanique de la DGF de 2017 à succédé un effort de rattrapage de transfert financier impulsé par le gouvernement à destination des Outre-mer. Mayotte se retrouve la mieux dotée avec 262 euros de dotation par habitant.

<https://lejournaldemayotte.yt/2021/04/13/la-hausse-de-la-dotation-globale-de-fonctionnement-place-mayotte-en-tete-des-collectivites-francaises/>

Les premiers pas vers une loi-cadre made in Mayotte

A 8 000 km de Mayotte, ce 1er avril, Sébastien Lecornu lançait le top départ d'une consultation des élus, préalable à une loi Mayotte. Contrairement à de trop nombreux précédents où l'attentisme prévalait, le 101ème département a aussitôt organisé un plan de bataille, mené par l'Association des maires de Mayotte et l'ensemble des élus de l'île.

<https://lejournaldemayotte.yt/2021/04/15/les-premiers-pas-vers-une-loi-cadre-made-in-mayotte/>

A Mayotte, la pêche peine à se constituer en filière

Devenue département français en 2011, l'île de l'océan indien doit bouleverser ses normes et ses pratiques.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/04/16/a-mayotte-la-peche-peine-a-se-constituer-en-filiere_6076947_3234.html

L'économie de Mayotte en 2020

Bien avant le démarrage de la crise sanitaire, l'année 2020 débutait avec des anticipations pessimistes des acteurs économiques. Ces derniers évoquaient déjà des difficultés à se projeter sur le moyen-long terme, compte tenu de la concrétisation lente et tardive des projets publics attendus pour générer de l'activité. La crise sanitaire et le confinement imposé en mars ont amplifié les difficultés, engendrant des conséquences économiques importantes. Ces perturbations ont provoqué une profonde crise de trésorerie pour les entreprises. Les dispositifs d'accompagnement et les mesures de soutien, concomitants à la fin du confinement fin juin, ont permis à l'économie de Mayotte de s'inscrire sur une courte durée dans une dynamique de reprise. Ainsi, l'Indicateur du climat des affaires (ICA), en recul en début d'année, est favorablement positionné au deuxième trimestre, avant un léger repli sur les deux derniers trimestres. La reprise de l'activité s'est appuyée sur une consommation des ménages qui demeure solide, mais a également profité d'un climat social et sanitaire plus apaisé. Toutefois, en fin d'année, les chefs d'entreprise ont fait preuve de prudence, revoyant leurs prévisions à la baisse, notamment en termes d'activité, en raison d'un manque de visibilité sur les mois à venir.

https://www.iedom.fr/IMG/pdf/ce_economie_mayotte_2020_synthese_verssion_finale.pdf

LA REUNION

Attestation dérogatoire de déplacement : Nadia RAMASSAMY demande d'inclure le voyage des parents accompagnant des étudiants

La députée Nadia RAMASSAMY a interpellé via un courrier la ministre de l'Enseignement supérieur sur la situation des étudiants et futurs étudiants ultramarins qui doivent se rendre dans l'Hexagone en juillet/août prochain. L'élue demande à ce que le voyage des parents pour les accompagner soit intégré aux motifs de l'attestation dérogatoire de déplacement.

https://www.zinfos974.com/Attestation-derogatoire-de-deplacement-N-Ramassamy-demande-d-inclure-le-voyage-des-parents-accompagnant-des-etudiants_a168105.html

Le ministre de l'Education nationale abandonne les candidats ultramarins du CAPES

La députée Nadia Ramassamy demande la tenue du concours du CAPES à distance pour éviter d'exposer les candidats ultra-marins aux risques liés à la Covid.

https://www.zinfos974.com/Le-ministre-de-l-Education-nationale-abandonne-les-candidats-ultramarins-du-CAPES_a168123.html

Action Logement veut construire 1 000 logements à La Réunion

Action Logement a financé, en 2020, la construction de près de 1.000 logements à La Réunion. "Cette ambition s'inscrit dans le cadre du Plan d'investissement volontaire, déployé par le Groupe depuis 18 mois, qui consacre notamment 1,5 milliard d'euros à la production de logements en faveur des salariés d'entreprises dans les territoires ultramarins" précise Action logement dont nous publions ici le communiqué.

<https://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2021/04/12/plan-d-investissement-volontaire-action-logement-veut-construire-1-000-logements-a-la-reunion,133646.html>

Le créole reconnu comme langue de l'administration à La Réunion

L'école n'est pas la seule concernée par les changements inscrits dans la loi votée par une large majorité le 8 avril dernier. Les administrations sont également concernées et pourront devenir bilingues créole-français.

<https://www.temoignages.re/culture/culture-et-identite/le-creole-reconnu-comme-langue-de-l-administration-a-la-reunion,101037>

Malgré la crise sanitaire, l'emploi progresse à La Réunion

En 2020, malgré la crise sanitaire causée par la pandémie de Covid-19, la part de personnes en emploi augmente à La Réunion. En effet, les emplois publics notamment ont été préservés, de même que les contrats à durée indéterminée, grâce à un recours massif au chômage partiel. Avec le confinement au 2ème trimestre, le chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) a connu une baisse en trompe-l'œil. Principalement due aux difficultés à rechercher activement un emploi lorsque l'activité était à l'arrêt, cette baisse s'est traduite par une hausse du halo autour du chômage. Le taux de chômage est remonté ensuite, mais à la fin 2020 il reste au-dessous de son niveau d'avant-crise. Au final, la part des personnes sans emploi qui souhaitent travailler, qu'elles soient au chômage ou dans son halo, diminue en 2020.

https://www.zinfos974.com/Malgre-la-crise-sanitaire-l-emploi-progresse-a-La-Reunion_a168225.html

Economie : baisse de la consommation, hausse de l'épargne à La Réunion

L'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) publie sa synthèse annuelle sur la situation économique et monétaire de La Réunion en 2020. Cette note dresse un premier bilan des conséquences économiques de la crise de la Covid-19 sur le territoire et évoque les perspectives pour 2021.

https://www.zinfos974.com/Economie-Baisse-de-la-consommation-hausse-de-l-epargne-a-La-Reunion_a168224.html

GUYANE

Evolution statutaire : faut-il une gouvernance monocéphale ou bicéphale ?

Les travaux du projet Guyane, et donc de l'évolution statutaire, se poursuivaient ce matin à la CTG. La question du système de gouvernance a fait débat. Certains prônent une gouvernance bicéphale (avec un conseil exécutif collégial et un président de l'assemblée délibérante), alors que d'autres préféreraient voir le système monocéphale actuel perdurer.

<https://www.franceguyane.fr/actualite/politique/evolution-statutaire-faut-il-une-gouvernance-monocephale-ou-bicephale-481603.php>

Cayenne – Camopi, décollage du vol inaugural le 20 avril !

C'est une étape significative dans l'histoire du désenclavement de la Guyane qui sera officiellement concrétisée ce mardi 20 avril grâce à l'inauguration de la liaison connectant Cayenne à Camopi. Le président de la CTG, Rodolphe Alexandre, ainsi que Christian Marchand, le président de Caire (Compagnie Inter Régionale Expresse, dont Air Guyane est la filiale) devraient être du voyage.

<https://www.franceguyane.fr/actualite/economie-consommation/info-france-guyane-cayenne-camopi-decollage-du-vol-inaugural-le-20-avril-481199.php>

Covid-19 : quelle est la situation en Guyane, territoire français à quelques encablures du variant brésilien ?

Malgré la suspension des liaisons aériennes entre la métropole et le Brésil, l'enclave française frontalière enregistre une circulation majoritaire du variant P1 et laisse craindre une propagation massive et « hors de contrôle », comme chez son voisin.

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/covid-19-la-guyane-ce-territoire-francais-a-quelques-encablures-du-variant-bresilien-20210414>

Renforcement du couvre-feu du samedi soir au lundi matin entre Iracoubo et Régina

Le préfet Thierry Queffelec vient de l'annoncer à la sortie de la cellule interministérielle de crise. Le couvre-feu est renforcé du samedi à 19h au lundi à 5h pour les communes entre les deux postes de contrôles routiers (Cayenne, Rémire-Montjoly, Matoury, Macouria, Roura, Montsinéry, Sinnamary et Kourou).

<https://www.franceguyane.fr/actualite/sante/coronavirus/renforcement-du-couvre-feu-du-samedi-soir-au-lundi-matin-entre-iracoubo-et-regina-481879.php>

Les tests antigéniques systématisés à l'arrivée à Paris pour les voyageurs en provenance de Guyane

Le ministère de l'Intérieur annonce que les tests antigéniques ont été systématisés pour les voyageurs en provenance de Guyane à leur arrivée à Paris.

https://www.bfmtv.com/sante/les-tests-antigeniques-desormais-obligatoires-a-l-arrivee-a-paris-pour-les-voyageurs-en-provenance-de-guyane_AD-202104150249.html

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Fret maritime : des désaccords entre l'Etat et la collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon

Nouveau bras de fer entre l'Etat et la collectivité. Cette dernière a adopté fin mars dernier, des délibérations dans lesquelles elle affirme assurer le fret maritime lourd à l'international. Délibérations jugées illégales par le préfet qui a réagi par courrier, et menace de saisir la justice.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/saintpierremiquelon/saint-pierre-spm/fret-maritime-des-desaccords-entre-l-etat-et-la-collectivite-territoriale-de-saint-pierre-et-miquelon-979177.html>

Fléchissement de l'activité économique en fin d'année 2020

L'IEDOM vient de publier son quatrième rapport. Après un rebond au troisième trimestre, les indicateurs économiques sont en baisse dans tous les secteurs d'activité à Saint-Pierre et Miquelon en fin d'année 2020.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/saintpierremiquelon/l-activite-economique-de-saint-pierre-et-miquelon-flechit-en-fin-d->

SAINT-MARTIN ET SAINT-BARTHELEMY

Elections CCISM : les entrepreneurs, artisans et agriculteurs invités à mettre à jour leurs coordonnées pour voter

Au mois de novembre auront lieu les élections consulaires : chefs d'entreprise, artisans et agriculteurs de Saint-Martin seront invités à élire celles et ceux qui les représenteront au sein de la chambre consulaire interprofessionnelle de Saint-Martin (CCISM) durant les cinq prochaines années.

<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/39020/ccism/elections-ccism-les-entrepreneurs-artistes-et-agriculteurs-invites-a-mettre-a-jour-leurs-coordonnees-pour-voter>

L'Etat accorde 3,6 M€ de subventions à deux projets à Saint-Martin

Dans le cadre du Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI), le ministère des Outre-mer apporte son soutien financier à des projets locaux structurants, portés par les collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/39018/gouvernement/letat-accorde-36-m-euros-de-subventions-a-deux-projets-a-saint-martin>

500 000 euros pour le réseau d'eau

Une somme de 500 000 euros allouée à Saint-Barthélemy sera destinée à l'extension et au remplacement du réseau d'eau potable et d'eaux usées de l'île. Cet apport financier représente, selon le ministère, 48% du coût total du projet.

<https://www.journaldesaintbarth.com/actualites/politique/500000-euros-pour-le-reseau-deau-202104151657.html>

MARTINIQUE

Cendres volcaniques : quels sont les risques pour la santé ?

La Martinique n'est pas encore concernée par les retombées de cendres du volcan de la Soufrière de Saint-Vincent. Selon l'Observatoire Volcanologique et Sismologique de la Martinique, la situation pourrait évoluer en fonction de la direction des vents, avec des risques pour la santé.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/cendres-volcaniques-quels-sont-les-risques-pour-la-sante-982093.html>

13 morts du coronavirus en 2 semaines en Martinique : le spectre d'un nouveau confinement total ou partiel se profile

La situation sanitaire s'aggrave en Martinique. Le service réanimation du CHUM est saturé. Le nombre de cas de personnes contaminées augmente tous les jours et 13 personnes sont décédées des suites du coronavirus en deux semaines. Le préfet fera une annonce demain (15 avril 2021).

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/13-morts-du-coronavirus-en-2-semaines-en-martinique-le-spectre-d-un-nouveau-confinement-total-ou-partiel-se-profile-984091.html>

Covid-19 : nouveau confinement de trois semaines en Martinique

Suite à l'augmentation de l'épidémie de Covid-19 en Martinique, le préfet Stanislas Cazelles a annoncé cet après-midi (jeudi 15 avril) un nouveau confinement sur l'île. Une mesure qui entrera en vigueur ce samedi 17 avril, pour trois semaines.

<https://www.rci.fm/martinique/infos/Sante/Covid-19-nouveau-confinement-de-trois-semaines-en-Martinique>

Légère hausse de la mortalité et une natalité en berne en 2020 en Martinique

Le rapport annuel de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (Insee) en date du 29 mars 2021 confirme une baisse démographique en Martinique. Un phénomène déjà constaté depuis une trentaine d'années. On dénombre 3 530 naissances et 3 590 décès sur notre île en 2020.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/legere-hausse-de-la-mortalite-et-une-natalite-en-berne-en-2020-en-martinique-982975.html>

Le ministère de l'Outre-mer soutient 10 projets en Martinique pour un montant de 5 millions d'euros

10 projets d'amélioration à la cohésion sociale et à la qualité de vie des habitants en Martinique vont être soutenus par le ministère de l'Outre-mer pour un montant de 5 millions d'euros.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/le-ministere-de-l-outre-mer-soutien-10-projets-en-martinique-pour-un-montant-de-5-millions-d-euros-983821.html>

Le futur projet d'hôtel 5 étoiles de la Pointe-du-Bout dévoilé

Dans les projets de développement touristique de la Martinique, celui d'attirer une clientèle haut de gamme dans un établissement 5 étoiles écologique en lieu et place de l'hôtel Kalenda situé à la Pointe-du-Bout, avait été lancé en mars 2020 via un concours d'architecture. L'arrivée du Covid-19 et des premières mesures de confinement avait alors mis un frein au projet. C'est finalement ce jeudi 15 avril que le projet est révélé au public ; l'architecte japonais Kengo Kuma remporte le concours et présente un établissement épuré et discret, intégré dans la nature environnante.

<http://mobile.outremers360.com/page/article/undefined/martinique-le-futur-projet-dhotel-5-etoiles-de-pointe-du-bout-devoile.html>

GUADELOUPE

L'eau bien plus chère en Guadeloupe que partout ailleurs en France

De quoi en choquer plus d'un en Guadeloupe : notre région est celle où le prix de l'eau potable est le plus élevé de France. De quoi provoquer la colère des consommateurs. Le SIAEAG, principal opérateur localement, tente de trouver des solutions, pour faire baisser le coût de la ressource.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/l-eau-bien-plus-chere-en-guadeloupe-que-partout-ailleurs-en-france-979960.html>

Adoption de la loi sur la gestion de l'eau au parlement

La proposition de loi validant la création d'un syndicat mixte unique de gestion de l'eau en Guadeloupe, où depuis plusieurs années les usagers sont régulièrement privés d'eau potable, a été définitivement adoptée jeudi à l'Assemblée nationale.

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/guadeloupe-adoption-de-la-loi-sur-la-gestion-de-leau-au-parlement>

Logement social : le renouvellement du parc se prépare

Plusieurs conventions d'utilité sociale ont été signées entre l'Etat et les bailleurs sociaux à la Préfecture de Basse-Terre, mercredi 7 avril. Le programme doit prévoir le renouvellement de 41% du parc de logement social en Guadeloupe au cours des six prochaines années.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/logement-social-le-renouvellement-du-parc-se-prepare-981427.html>

Covid : le point sur les nouvelles mesures annoncées par le préfet

Lors du point de situation sur l'épidémie de coronavirus ce mercredi, le préfet a annoncé de nouvelles mesures. Face à l'augmentation significative du nombre de cas, l'horaire du couvre-feu est abaissé à 19h à compter de ce week-end. Les cinémas, théâtres et musées vont fermer ; Les jauges sont réduites de moitié dans les collèges et les lycées et pourrait être abaissée dans les lieux de culte. Si les chiffres continuent à augmenter la semaine prochaine, de nouvelles mesures plus drastiques devraient être prises a indiqué le préfet.

<https://www.rci.fm/guadeloupe/infos/Politique/COVID-le-point-sur-les-nouvelles-mesures-annoncees-par-le-prefet>

NOUVELLE-CALEDONIE

Référendum, 17^{ème} gouvernement, crise sanitaire... Ce qu'il faut retenir de l'interview de Philippe GOMES, député de la Nouvelle-Calédonie

Les élus indépendantistes du Congrès ont demandé le troisième référendum sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie. Le dix-septième gouvernement n'a pas de président. Dans ce contexte, le député Philippe GOMES a été l'invité, dimanche, du journal télévisé.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/philippe-gomes-depute-de-la-nouvelle-caledonie-le-consensus-ca-ne-se-decrete-pas-ca-se-construit-981571.html>

Thierry SANTA émet des réserves quant au format « Leprédour » prévu dans le cadre des rencontres à Paris

Du 25 mai au 3 juin 2021, une délégation d'élus calédoniens sont attendus à Paris à l'invitation du premier ministre pour évoquer l'avenir du territoire. Basé sur le format « Leprédour », du nom de l'îlot sur lequel indépendantistes et loyalistes avaient rencontré le ministre des Outre-mer dans le cadre des événements liés à l'Usine du Sud. Thierry Santa, président du 16ème gouvernement, souhaiterait favoriser le Comité des Signataires, réels décideurs politiques pour la tenue du prochain référendum selon lui.

<https://outremers360.com/bassin-pacifique-appli/nouvelle-caledonie-thierry-santa-emet-des-reserves-quant-au-format-lepredour-prevu-dans-le-cadre-des-rencontres-a-paris>

Les indépendantistes demandent un troisième référendum

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/outre-mer/20210412-nouvelle-cal%C3%A9donie-les-ind%C3%A9pendantistes-demandent-un-troisi%C3%A8me-r%C3%A9f%C3%A9rendum>

Le nickel : un poids lourd de l'emploi en Nouvelle-Calédonie

L'isee a dévoilé, vendredi, son étude sur les emplois dans le secteur du nickel en 2019. Il confirme qu'il s'agit du premier employeur du privé en Calédonie, et celui qui paye le mieux.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/quel-poids-du-nickel-dans-l-emploi-en-nouvelle-caledonie-en-2019->

POLYNESIE FRANCAISE

Projet de hub de pêcheries internationales : les avis divergent

10 à 11 milliards de Fcfp par an. C'est ce que pourrait générer la concrétisation du projet de hub pour les pêcheries internationales, qui a reçu un avis favorable du conseil des ministres, mercredi dernier. Si cela représente une opportunité économique indéniable pour le Pays, le projet n'emballa pas tous les acteurs de la mer, notamment les armateurs.

<https://www.tntv.pf/tntvnews/polynesie/economie/projet-de-hub-de-pecheries-internationales-les-avis-divergent/>

Trois appels à projets en faveur de la biodiversité

En partenariat avec la Polynésie française, l'Office français de la Biodiversité (OFB) lance trois nouveaux appels à projets en faveur de la biodiversité. Les intéressés ont jusqu'au 13 mai 11h59 (heure de Paris) pour déposer leur candidature.

https://www.tahiti--infos-com.cdn.ampproject.org/c/s/www.tahiti-Infos.com/Trois-appels-a-projets-en-faveur-de-la-biodiversite_a199766.amp.html

La dotation globale de fonctionnement de la Polynésie en légère hausse

La DGF de l'Etat qui finance en partie les communes polynésiennes est en hausse de 1,2% pour l'année 2021.

<https://www.radio1.pf/la-dotation-globale-de-fonctionnement-de-la-polynesie-en-legere-hausse/>

Essais nucléaires : une table-ronde, pour quoi et avec qui ?

Lors de sa dernière visite en métropole, Edouard Fritch a proposé à Emmanuel Macron une table ronde, afin de faire la lumière sur les zones d'ombres des essais nucléaires. Prévue fin juin, elle sera présidée par le chef de l'Etat lui-même. Qui seront les participants ? Et dans quel but ?

<https://www.tntv.pf/tntvnews/polynesie/politique/essais-nucleaires-une-table-ronde-pour-quoi-et-par-qui/>

RAPPORTS, ETUDES, AVIS

Premiers résultats de l'enquête santé européenne (EHIS) 2019 – Métropole, Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications/les-dossiers-de-la-drees/premiers-resultats-de-lenquete-sante-europeenne-ehis-2019>

Synthèse : https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/une-sante-percue-plus-degradee-dans-les-departements-et-regions-doutre-mer-selon-lenquete-sante-europeenne?fbclid=IwAR0R8iogEN8Pzh6jvEhU8lqnbmC4HmaMnt_RNweBjLiAi-WATXKeXgQLLEc

CEROM Polynésie française : où en sont les ménages après un an de crise Covid-19

Interrogés en février 2021, les ménages ont exprimé, au-delà de leurs craintes sur l'évolution de la conjoncture, leur

ressenti sur la crise sanitaire, un an après sa survenue. Nombre d'entre eux en ont subi les effets en termes d'emploi et de revenus. Ces circonstances exceptionnelles ont conditionné leur motivation à épargner et à retarder leurs achats les plus importants.

https://www.cerom-outremer.fr/IMG/pdf/nt_cerom_-_enquete_de_conjoncture_menages.pdf

IEOM : l'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2020

Sur un fond de fragilités accumulées par plusieurs années de croissance ralentie, l'économie calédonienne a été confrontée en 2020 à de multiples crises. La Nouvelle-Calédonie est touchée dès le premier trimestre par la crise sanitaire de la COVID 19 qui impose un mois de confinement strict, mettant un coup d'arrêt à la plupart des activités, suivi d'un confinement externe durant toute l'année qui freine l'économie. L'année est également marquée par la tenue du 2ème référendum d'autodétermination en octobre, source d'incertitudes et d'agitation. Ce climat est aggravé en fin d'année par d'importantes tensions sociales et politiques liées au choix du repreneur de Vale NC qui paralysent le secteur nickel et affectent l'économie dans son ensemble. Enfin, le gouvernement a été dans l'incapacité de voter le budget 2021 dans le temps imparti.

https://www.ieom.fr/IMG/pdf/synthese_annuelle_nc_2020_vf.pdf

Synthèse : <https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvelledcaledonie/l-economie-de-la-nouvelle-caledonie-s-en-sort-bien-en-2020-mais-attention-a-2021-984298.html>

VIE DE LA FEDOM

Groupe de travail numérique : des outils opérationnels

Le tableau de bord numérique de la FEDOM est disponible sur le site www.fedom.org, de même que le guide d'utilisation destiné à faciliter votre navigation.

Cet outil interactif est par définition évolutif : n'hésitez pas à faire part de vos remarques et suggestions : ldollin@fedom.org

VIE DES ADHERENTS

Courrier au ministre des Outre-mer

Profitant des conditions sanitaires en amélioration de nos territoires d'une part et du déploiement de la vaccination d'autre part, l'ensemble des professionnels du tourisme des Outre-mer, vous soumet les propositions concrètes suivantes permettant la réouverture du ciel dès le mois de mai et ainsi la reprise du tourisme en juillet et août vers les territoires ultramarins.

https://mcusercontent.com/14189560832496f694324c461/files/b75b6729-1e65-4a55-bc77-9c8093fe4efc/COURRIER_Propositions_Mesures_Relance_Tourisme_VD.pdf

Marc ROCHET (Air Caraïbes) : « Les prix des billets d'avion vont baisser de 10 à 15% »

Invité sur BFM Business, le vice-président d'Air Caraïbes anticipe un rebond du trafic cet été et demande une aide de l'Etat par mesure d'équité.

https://www.bfmtv.com/economie/marc-rochet-air-caraibes-les-prix-des-billets-d-avion-vont-baisser-de-10-a-15_AN-202104150146.html

SUEZ : éruption de la Soufrière de Saint-Vincent : La Martiniquaise des Eaux met en place des mesures préventives

[Éruption de la Soufrière de Saint-Vincent : La Martiniquaise des Eaux met en place des mesures préventives](#)

VIE DES PARTENAIRES

Armateurs de France réaffirme son soutien aux marins

À circonstances exceptionnelles, cérémonie exceptionnelle. Alors que le trophée de la charte bleue d'Armateurs de France récompense normalement un projet suivant les valeurs piliers du développement durable, celui de l'année 2021 a été remis, symboliquement, à l'ensemble des marins français.

https://lemarin.ouest-france.fr/secteurs-activites/shipping/38815-armateurs-de-france-reaffirme-son-soutien-aux-marins?utm_source=neolane_fid&utm_medium=email&utm_campaign=lemarin_nl_quotidienne

Newsletter avril 2021 de l'association des juristes en droit des outre-mer (AJDOM)

<https://fedom.org/wp-content/uploads/2021/04/LAJDOM-Newsletter-Avril.pdf>

BREVES

Eruption volcanique à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, la réponse humanitaire de la Croix-Rouge française

La Croix-Rouge française lance un appel à dons pour soutenir ses actions et celles des volontaires de la Croix-Rouge de Saint-Vincent-et-les-Grenadines qui sont en première ligne pour venir en aide aux populations sinistrées.

<https://www.croix-rouge.fr/Actualite/Eruption-volcanique-a-Saint-Vincent-et-les-Grenadines-la-reponse-humanitaire-de-la-Croix-Rouge-francaise-2516>

La reconnaissance des signes diacritiques des langues régionales à l'Etat civil français

Les signes diacritiques des langues de Polynésie, notamment le macron, trait horizontal sur les voyelles, qui indique une prononciation plus longue, n'étaient pas admis à l'Etat civil français.

<https://juristespolynesie.blogspot.com/2021/04/la-reconnaissance-des-signes.html>

Vers une guerre des prix dévastatrice dans le ciel français ?

Après plus d'une année de crise, l'aérien est toujours embourbé dans une crise dont le secteur ne voit pas la fin. Si tout le monde s'attendait à une reprise lors de ce premier trimestre, celle-ci est une nouvelle fois décalée. Pour Marc Rochet, vice-président d'Air Caraïbes, le retour des passagers en nombre n'est pas attendu avant la mi-juin, sans même savoir les conditions de cette reprise. Dans ce paysage moribond et alors que les dettes se creusent, qu'espèrent et attendent les compagnies aériennes françaises ? Eléments de réponse avec les patrons de Corsair, Air Caraïbes et Air France.

https://www.tourmag.com/Vers-une-guerre-des-prix-devastatrice-dans-le-ciel-francais_a108244.html

Tribune JL BAROUX : aérien : on aura tout vu !

« L'information était tellement incongrue que j'ai passé pas mal de temps à en avoir la confirmation. La DGAC va réclamer aux compagnies aériennes une compensation pour des services de sûreté qui n'ont pas été rendus pour la bonne et excellente raison que les avions étaient cloués au sol. Par conséquent, le trafic passager a baissé d'au moins 70%, ce qui a entraîné mécaniquement une baisse des redevances de sûreté, lesquelles sont payées, faut-il le rappeler, par les passagers eux-mêmes. Alors la DGAC réclame maintenant aux transporteurs pas moins de 550 millions d'euros pour compenser cette perte. Pour faire passer la pilule, il est prévu que le paiement ne commencera qu'en 2024 et qu'il s'étalera sur 6 ans, mais il sera majoré des intérêts légaux et des frais de gestion. »

<https://www.deplacementspros-com.cdn.ampproject.org/c/s/www.deplacementspros.com/transport/aerien/tribune-jl-baroux-aerien-on-aura-tout-vu?amp>

Matières premières : « La crise va durer » selon Agnès PANNIER-RUNACHER

La ministre chargée de l'Industrie a évoqué les nombreuses difficultés rencontrées par les filières qui font face à la pénurie de matières premières. Des solutions vont être mises en place pour y répondre.

https://www.batiactu.com/edito/matieres-premieres-crise-va-durer-a-pannier-runacher-61651.php?MD5email=bd722f7df73b541a25935210ca505c8e&utm_source=news_actu&utm_medium=edito&utm_content=article

JOURNAL OFFICIEL

JO du 11.04.2021

- Décret n° 2020-1835 du 10 avril 2020 portant création d'un dispositif de soutien à la diffusion hertzienne terrestre de services de télévision à vocation locale et de radio affectés par la propagation de l'épidémie de covid-19
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043345000>

Commentaire FEDOM : le décret crée une aide qui vise à soutenir certains services de télévision à vocation locale et de radio diffusés par voie hertzienne terrestre dont les recettes, notamment publicitaires, ont été affectées par la crise sanitaire de covid-19. Le décret précise, notamment, la nature de l'aide apportée, les conditions d'éligibilité à l'aide ainsi que ses modalités de gestion.

JO du 13.04.2021

- Arrêté du 9 avril 2021 relatif à l'application du dispositif spécifique d'activité partielle en cas de réduction durable d'activité
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043353147>

JO du 14.04.2021

- Décret n° 2021-435 du 13 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-1786 du 30 décembre 2020 relatif à la détermination des taux et modalités de calcul de l'indemnité et de l'allocation d'activité partielle
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043359973>

Commentaire FEDOM: le texte modifie le taux de l'allocation d'activité partielle versée à l'employeur au titre des salariés de droit privé vulnérables ou parents d'un enfant de moins de seize ans ou d'une personne en situation de handicap faisant l'objet d'une mesure d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile et se trouvant dans l'impossibilité de continuer à travailler.

- Décret n° 2021-436 du 13 avril 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043360001>

Commentaire FEDOM : il s'agit en substance de l'interdiction des déplacements de personnes en provenance du Brésil vers le territoire de la République jusqu'au 19 avril 2021 inclus.

JO du 16.04.2021

- Arrêté du 12 avril 2021 autorisant l'Etat à souscrire à l'augmentation de capital de la société anonyme Air France-KLM
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043378828>

JO du 17.04.2021

- Arrêté du 14 avril 2021 modifiant le décret n° 2009-1350 du 29 octobre 2009 relatif aux appellations d'origine contrôlées « **Martinique** », « Marc d'Alsace » suivie de la dénomination « Gewurztraminer », « Calvados », « Calvados Domfrontais », « Calvados Pays d'Auge », « Cornouaille », « Domfront », « Pays d'Auge », « Pommeau du Maine » et « Pommeau de Normandie »
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043386608>

JO du 20.04.2021

- 11 Décret n° 2021-451 du 15 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-442 du 16 avril 2020 relatif aux composantes de la taxe générale sur les activités polluantes
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043386149>